RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

Urbanisme et Aménagement

■ Séance du 19 Décembre 2019

13154

■ Cession à titre gratuit de la parcelle de terrain cadastrée AT 86 sise à Châteauneuf-les-Martigues, au bénéfice du Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation de la zone d'aménagement concerté à vocation économique des Florides, sur le territoire de la commune de Marignane, approuvée par délibérations successives URB 19/274/CC du 30 mars 2006, URB 12/867/CC du 9 octobre 2006 et DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008 a donné lieu à des mesures compensatoires, liées à la destruction d'espèces végétales protégées et de zones humides, prescrites par deux arrêtés préfectoraux du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 3 août 2009 et 15 octobre 2009.

Par délibérations DEV 003-1151/08/CC du 26 mars 2009 et DEV 001-2148/10/CC du 28 juin 2010, le principe et la mise en œuvre des mesures compensatoires ont été approuvés par le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Ces mesures ont pris la forme d'acquisition de terrains, dont l'habitat était propice à la présence et à l'implantation desdites espèces, afin de les céder à titre gratuit au Conservatoire du littoral.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique agricole le dispositif foncier mis en place en partenariat avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) a conduit à la conclusion d'une convention d'intervention foncière (CIF) métropolitaine approuvée par délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 et puis d'une convention d'aménagement rural (CAR) dont l'avenant n° 2, approuvé par délibération VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018, a prorogé pour une nouvelle durée de trois ans la durée de validité de la CAR.

En vertu de ce dispositif la SAFER, à la demande de la Communauté Urbaine, a acquis par voie de préemption une parcelle sise à Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m² cadastrée sous le n° 86 de la section AT, située en zone agricole et au sein du périmètre autorisé du Conservatoire du littoral.

Par délibération DEV 005 – 372/14/BC du 9 octobre 2014, le Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé l'acquisition, auprès de la SAFER, de cette parcelle, en vue de sa mise à disposition au profit de Monsieur Michel TURC, viticulteur riverain et de sa cession à titre gratuit au Conservatoire du littoral, comme prévu par la convention tripartite approuvée par délibération DEV 001-2848/10/CC du 28 juin 2010, qui liait la Communauté Urbaine au Syndicat intercommunal du Bolmon et du Jaï (SIBOJAI) et au Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides.

Or, le viticulteur pressenti, en son temps, n'entend plus donner suite à ce projet compte-tenu de son âge et de l'absence de reprise familiale.

L'appel à candidature lancé par la SAFER a permis d'identifier deux nouveaux porteurs de projets.

Lors de la réunion du Comité de pilotage du 24 janvier 2019, instance qui définit les orientations stratégiques et procède aux arbitrages nécessaires, le projet de Monsieur Thibaud BEYSSON, arboriculteur, a recueilli l'assentiment général et a été validé par les élus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les délibérations URB 19/274/CC du 30 mars 2006, URB 12/867/CC du 9 octobre 2006 et DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008 approuvant la réalisation de la zone d'aménagement concerté à vocation économique des Florides sur le territoire de la commune de Marignane ;
- L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 3 août 2009 prescrivant des mesures compensatoires liées à la destruction d'espèces végétales protégées ;
- L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 15 octobre 2009 prescrivant des mesures compensatoires concernant la destruction des zones humides ;
- La délibération DEV 001-2148 du 21 juin 2010 approuvant la convention conclue entre le Conservatoire du littoral, le SIBOJAI et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DEV 005-372/14/BC du 9 octobre 2014 approuvant l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès de la SAFFER à Châteauneuf-les-Martigues pour la ZAC des Florides ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC)
- La délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière métropolitaine ;

- La délibération VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018 approuvant l'avenant n° 2 prorogeant pour une nouvelle durée de trois ans la durée de validité de la convention d'aménagement rural conclue avec la SAFER ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Que la réalisation de la ZAC des Florides a donné lieu à des mesures compensatoires, liées à la destructions d'espèces végétales protégées et de zones humides prescrites par deux arrêtés préfectoraux.
- Que la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé le principe et la mise en oeuvre de ces mesures compensatoires par délibérations du 26 mars 2009 et du 28 juin 2010.
- Qu'il y a lieu de céder à titre gratuit au Conservatoire du littoral la parcelle cadastrée sous le n° 86 de la section AT de la commune de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m².
- Que les conditions d'occupation du bien ont été modifiées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre gratuit au bénéfice du Conservatoire du littoral de la parcelle de terrain nu, cadastrée sous le n° 86 de la section AT de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m², comme prévu par la convention tripartite approuvée par délibération DEV 001-2848/10/CC du 28 juin 2010, qui liait la Communauté Urbaine substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille Provence au Syndicat intercommunal du Bolmon et du Jaï (SIBOJAI) et au Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides.

Article 2 :

Au regard de la décision du Comité de pilotage de la CAR, le Conservatoire du littoral s'engage à mettre à disposition la parcelle cadastrée AT 86 au profit de Monsieur Thibaud BEYSSON dans le cadre d'une convention d'occupation et selon un cahier des charges qu'il sera amené à discuter avec le Conservatoire du littoral.

Article 3 :

Maître Pascal BONETTO, notaire associé de la SCP « MAITRE – CAPRA – COLONNA – BONETTO » à Marignane, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Stratégie et Aménagement du Territoire,
SCOT et Schémas d'urbanisme

Henri PONS

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

CESSION À TITRE GRATUIT DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTRÉE AT 86 SISE À CHÂTEAUNEUF-LES-MARTIGUES, AU BÉNÉFICE DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DES MESURES COMPENSATOIRES DE LA ZAC DES FLORIDES.

La réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides sur le territoire de la commune de Marignane a donné lieu à des mesures compensatoires, liées à la destruction d'espèces végétales protégées et de zones humides, prescrites respectivement par deux arrêtés préfectoraux du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 3 août 2009 et du 15 octobre 2009.

Le principe et la mise en œuvre de ces mesures compensatoires approuvés par délibérations du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en date des 26 mars 2009 et 28 juin 2010, ont pris la forme d'acquisition de terrains dont l'habitat était propice à la présence et à l'implantation desdites espèces, en vue de leur cession à titre gratuit au Conservatoire du littoral comme prévu par la convention tripartite approuvée le 28 juin 2010 qui liait la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au SIBOJAI et au Conservatoire du littoral.

Dans ce contexte, il convient de céder à titre gratuit la parcelle, située en zone agricole, cadastrée sous le n° 86 de la section AT de Châteauneuf-les-Martigues au Conservatoire du littoral qui s'engage à la mettre à disposition de Monsieur BEYSSON exploitant agricole dans le cadre d'une convention d'occupation.